"Nous reconnaissons notre bonne vieille taupe, qui sait si bien creuser sous terre pour apparaitre soudain au grand jour : la REVOLUTION !"
Karl Marx

BULLETIN DES

GROUPES

TAUPE ROUGE

SOCIETE GENERALE

CREDIT LYONNAIS

B.N.P.

supplément à "ROUGE" n°259 directeur : H.Weber 10 impasse Guéménée 75004 PARIS

Nº 0 JUILLET 74
50 centimes.

FCR FRONT COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE

après les présidentielles pour un 3ème TOUR DE LUTTE !

ILS ONT GAGNE UN PRESIDENT, MAIS PERDU LES ELECTIONS...

Et ils le savent !
Parce qu'il est révolu le temps des promesses électorales, aujourd'hui, pour les patrons et le gouvernement à leur botte, le seul problème est de gagner du temps.

Gagner assez de temps au moins pour pouvoir démoraliser les travailleurs à coup d'inflation et de chômage, gagner assez de temps pour les affronter dans les meilleures conditions.

Seulement voilà, nous ne sommes pas aveugle. Et ce n'est pas parce que Giscard remonte les Champs Elysées à pied, déplace le défilé du 14 juillet, ou fait semblant d'accorder le vote à 18 ans (alors que le résultat même des élections l'obligeait à faire des concessions), que nous allons suporter patiemment les attaques contre notre pouvoir d'achat et contre notre emploi.

Cela d'autant plus que les 49,5% de voix qui se sont reportés sur Mitterrand au 2ème tour, représente de façon déformée et bien au-delà du bonhomme, si l'on y ajoute les jeunes qui n'ont pas voté et les travailleurs immigrés, la volonté clairement exprimée par la masse des travailleurs d'en finir avec ce régime failli.

ET L'UNION DE LA GAUCHE ?

Du nouveau à gauche ?

Pour le PCF, on s'y perd ! Quand il gagne des voix à gauche, il vire à droite. Sans prêter d'ailleurs la moindre attention à ses arguments, G. Marchais et le Comité Central du PCF nous expliquent, maintenant en toute"logique", que la masse des travailleurs n'est pas gagnée au socialisme, et que pour la gagner il ne faut surtout pas lui en parler... du socialisme !!! Quand en plus, on voit le PCF faire des appels déchirants au gaullisme, on comprend qu'à force de vouloir gagner les bourgeois et les petits bourgeois, ils finissent par défendre leurs intérêts en délaissant les nôtres.

Décidément, la marche au socialisme de Marchais, c'est le remplissage d'un tonneau percé !

Le P.S., quant à lui, par la bouche de Mitterrand, a lancé l'idée des "assises du socialisme". Pourquoi faire ? Pour créer un nouveau P.S. enfin implanté dans la classe ouvrière ? C'est apparemment ce qu'ont voulu faire croire Rocard et Maire à leurs militants, qui au nom du "réalisme", appellent avec à leur suite le Bureau National de la CFDT, à créer "une nouvelle force socialiste".

Seulemat voilà, le dilemne n'est pas aussi simple qu'on nous le présente (s'isoler dans une position pure et dure ou faire évoluer un parti de masse ?), car déjà Mitterrand donne de la voix:

" Bien sûr, ni notre sigle, ni nos structures, ni notre stra-

tégie, ne peuvent être remis en cause".

Alors, faire évoluer le PS... sans toucher à son titre, ses structures ou sa stratégie... l'évolution risque de se produire que dans des cerveaux imaginatifs.

Et puis soyons clairs !

Que le PC et le PS ne trouvent d'autres réponses à apporter aux attaques patronales que nous subissons déjà et qui vont s'amplifier à la rentrée, que de vagues espoirs en des élections rapprochées, cela ne fait que nous confirmer l'impasse que représente pour nous leur stratégie électoraliste.

Mais où cela devient intolérable, c'est lorsque les directions de la CGT et de la CFDT, au lieu de répondre concrètement à leur rôle de défense des intérêts des travailleurs, ne trouvent à offrir pour la rentrée, elles aussi, que l'espoir d'élections anticipées, subordonnant ainsi la défense de nos intérêts à leur stratégie politique.

C'est intélorable, parce que les patrons, eux, n'attendent pas pour passer à l'offensive.

IL FAUT CHOISIR

Face à l'offensive que Giscard nous prépare, ce n'est pas dans les "perspectives" bouchées de l'Union de la Gauche que les travailleurs trouveront la réponse aux questions qu'ils se posent.

Si nous voulons aborder la rentrée en position de force, nous devons nous prononcer clairement :

"Comment s'appuyer sur la force que nous représentons, et qui est apparue (bien que déformée) aux dernières élections, pour obtenir la satisfaction de nos revendications et mettre dehors ce gouvernement de mal élus".

En se situant clairement dans le camp de la classe ouvrière, et pour la réalisation d'une société où l'exploitation de l'homme par l'homme sera à jamais bannie... pour la réalisation du socialisme !

Les militants du FCR et des Groupes "Taupe Rouge" entrouvent une autre voie:

= contre l'inflation et la menace de chômage, il est indispensable d'appuyer chaque lutte locale, pour étendre, coordonner, et généraliser l'action de la classe ouvrière.

= contre des patrons unis, il est indispensable d'unifier les travailleurs en développant la prise en charge des luttes par tous les grévistes (syndiqués ou non), par le biais des assemblées générales souveraines, et de l'élection de comités de grève.

Tout comme il est indispensable de forger un instrument de lutte plus efficace, unitaire et démocratique en exigeant la fusion syndicale avec droit de tendance (cela d'autant plus au moment où les directions syndicales s'affirment d'accord sur l'essentiel).

= Face au rassemblement des droites de Giscard, et contre tous les reculs et les attentes des réformistes du PS et du PC, il est indispensable de réaffirmer que seule la mobilisation des masses pourra imposer un gouvernement des organisations ouvrières.

C'EST DES MAINTENANT, QU'IL FAUT AVANCER LA SOLUTION D'UN

GOUVERNEMENT DES ORGANISATIONS OUVRIERES IMPOSE PAR LA GREVE GENERALE

Ce débat est aujourd'hui en cours parmi les travailleurs, ceux qui après la grève ont décidé de continuer le combat y sont d'autant plus intéressés, que de là dépendent leurs tâches pour la rentrée.

Ce bulletin, ne se fixe donc pas pour but d'apporter des réponses toutes faites, mais à travers les expériences pratiques que nous vivons sur les banques, d'engager le débat, afin de dégager les perspectives de lutte.

££*£*£*£*£*£*£*££*£*£*£*£*£*£*£*£
££*£*£*£*£*£*£*£*£

Pendant la campagne électorale, 100 soldats lancent un appel pour les droits du contingent.

AUJOURD'HUI, ILS SONT PLUS DE 1 000 A EXIGER :

* le libre choix de la date d'incorporation.

* le droit, pour les engagés, de résilier leur contrat.

* la suppression des brimades et des incorporations hors des frontières.

* une solde égale au SMIC.

* la liberté d'expression, d'information et d'organisation dans les casernes.

* l'abolition des tribunaux militaires

contre Giscard et les banquiers,

POUR UN PLAN D'ACTION DES TRAVAILLEURS !

DIRE MERDE A L'INFLATION !...

* Maintenant que sont connues pour l'essentiel les intentions du nouveau régime, les promesses du candidat Giscard apparaissent clairement pour ce qu'elles étaient : du trompe l'oeil.

Les "mesures sociales", les dernières annoncées, sont dérisoires : une legère augmentation du SMIC, des allocations familiales, des retraites, bref, quelques mesures démagogiques pour les catégories les plus défavorisées, bien en dessous des besoins réels des travailleurs et dont, au train où va l'inflation, il n'en restera rien dans 6 mois.

Quant au plan anti-inflation, le sixième en 18 mois, sous l'égide du même Giscard, il est clair que nous n'avons aucune confiance dans sa capacité à bloquer la hausse des prix.

Nous n'avons aucune confiance, parce que ce n'est pas en laissant courir les loyers, en augmentant les impôts et le gaz qu'on lutte contre la hausse du coût de la vie.

Nous n'avons aucune confiance surtout parce que nous savons que l'inflation est pour les patrons une manière déguisée de baisser nos salaires. Il revient en effet au même de baisser nos salaires de 20% (c'est le taux de hausse des prix prévu pour 74) ou de nous payer avec un argent qui a perdu 20% de sa valeur. Dans les deux cas, le résultat est le même : notre pouvoir d'achat a diminué de 20% et la différence va dans la poche des patrons.

BREF, POUR SAUVEGARDER LE PROFIT DES PATRONS, GISCARD A CHOISI L'AUSTERITE POUR LES TRAVAILLEURS, GISCARD A CHOISI L'INFLATION !

Nous ne pouvons pas faire grève tous les 6 mois pour obtenir les augmentations indispensables !

Pour que nous ne fassions pas les frais de cette politique,

Pour que nos salaires cessent de courir loin derrière les prix,

La seule solution c'est :

L'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES

calculée sur un indice défini par les travailleurs et leurs organisations syndicales (et non à partir de l'indice des patrons, l'indice truqué de l'INSEE).

Et qu'on n'aille pas nous dire que les 2 ou 3% accordés tous les 3 mois constituent déjà une échelle mobile. Il suffit de comparer les hausses de salaires à la hausse des prix pour constater l'insuffisance de ces réajustements. Cf. le tableau ci-contre où l'on s'aperçoit par exemple que depuis février 73, notre pouvoir d'achat a toujours été inférieur au niveau atteint à cette date !

Une véritable échelle mobile, cela signifierait :

TOUS LES MOIS, un indice de la hausse des prix est calculé par les organisations syndicales. Mettons qu'il est de 1,5% pour juin.

AUTOMATIQUEMENT, chaque employé trouve sur sa feuille de paye une augmentation correspondante, par exemple celui qui gagnait en mai 1400F touchera en juin 1400 multiplié par 1,5 et divisé par 100, soit 1421 F.

* Obtenir l'échelle mobile constituerait une victoire décisive pour la défense de notre niveau de vie, une victoire décisive contre le plan Giscard.

Il est clair que nous ne serions pour autant nous en contenter. Les profits des banquiers, eux, ne cessent de croître et d'embellir. Pas question que nos salaires restent à la traîne !

C'est pourquoi, en même temps que l'échelle mobile, nous exigerons des augmentations uniformes, pour lesquelles l'ensemble du personnel puisse, comme dans la grève, se mobiliser.

La question du niveau de ces augmentations doit être débattue. Pendant la grève, les discussions avec l'APB portaient sur les 50 points de la plateforme intersyndicale. Nous estimons pour notre part, avec la CFDT, qu'il est parfaitement possible et légitime d'exiger :

70 POINTS POUR TOUS !

* Enfin, la situation particulièrement critique pour les employés dont le salaire est le plus bas. Comment peut-on vivre avec 1300 ou 1400 F. par mois ? Exigeons :

1500 F PAR MOIS MINIMUM A L'EMBAUCHE !

EVOLUTION DU POUVOIR D'ACHAT DEPUIS FEVRIER 73

Tableau effectué pour un salaire correspondant à 400 points. L'indice des prix utilisé est celui de l'INSEE.

Mois	Salaire perçu	Equivalent en franc, fév.73	Perte
févr. 73	1413	1413	-
Mars 73	1413	1404	9
Avril	1413	1395	18
Mai	1427	1398	15
Juin	1427	1386	27
Juillet	1427	1375	38
Août	1455	1391	22
Sept.	1455	1381	32
Octobre	1497	1407	6
Novembre	1497	1393	20
Décembre	1526	1409	4
Janv. 74	1526	1393	20
Févr. 74	1557	1400	13
Mars	1557	1383	30
Avril	1612	1410	3
Mai	1612	1371	42

Par exemple : En mars 73, le salaire perçu a été de 1413 F, qui du fait de la hausse des prix, équivalent à seulement 1404 F. Soit une perte de 9 F du pouvoir d'achat.

: En Septembre de la même année, le salaire perçu a été de 1455 F, mais qui équivalent à 1381 F perçu en février.
Ce qui fait 32 F de perte du salaire réel, par rapport à février !

: Et en mai 74, cela fait 42 F de perte par rapport à février 73 !

§§§§§§§§§§§§§§§§§
§§§§§§§§§§§§§§§§§§§§§

CONTRE LA RENTABILISATION !

* Dans les banques, c'est toujours la même politique systématique menée par la Direction d'entassement dans les services, de manque d'effectifs (souvent bien inférieursaux normes définies par les directions elles-mêmes !), de dégradation des conditions de travail.

Pour augmenter leur profit, les banquiers ont entrepris de réorganiser tout le travail autour de l'ordinateur, ce qui se traduit pour nous par des tâches répétitives, à une cadence toujours plus élevée.

Faisons les comptes : 40 heures, quand ce n'est pas 45 souvent dans les agences, d'un boulot de plus en plus abrutissant, plus une heure ou deux de transport par jour au minimum, avec seulement 23 ou 24 jours de congé par an... et on appelle cela vivre !

Au Crédit Lyonnais St Martin, les travailleurs, qui doivent être décentralisés à Levallois, exigent lá semaine de 35 heures pour compenser le supplément de transport .

Au Centre Bergère de la BNP, aussi, les employés parlent de plus en plus des 35 heures. Ils envisagent même, de commencer par prendre un quart d'heure ou une demi-heure en acompte tous les vendredis.

La fédé CFDT, prépare pour la rentrée une campagne pour les 35 heures.

Tout ce que les patrons trouvent à nous proposer, eux, c'est les horaires mobiles. Autant nous demander si nous préférons être exploités entre 8 heures et 9 heures du matin ou entre 17 heures et 18 heures ...!

Nous disons nous, que travailler , encore 40 heures et plus, un travail abrutissant, alors même que les temps de transport se sont considérablement ralongés, 40 ans apr ès les accords de 36, cela est inadmissible.

NOUS EXIGEONS : LES 35 H TOUT DE SUITE :

SANS DIMINUTION DE SALAIRE !

Les travailleurs des banques d'Allemagne et d'Italie ont déjà les 35 heures. Nous pouvons nous aussi les obtenir !

Bien sûr, il n'est pas question que nous fassions en 35 heures le travail que nous avons déjà dû mal à boucler en 40; Lá diminution du temps de travail devra s'accompagner d'une augmentation (par ailleurs indispensable !) des effectifs. Il parait qu'il y a des menaces de chômage ? Que les banques embauchent donc ! Nous savons nous, qu'il y a du travail pour beaucoup dans la banque.

* Avoir du temps pour vivre, cela veut aussi dire avoir des vacances qui soient autre chose que le strict nécessaire pour se refaire entre deux années de boulot. Comme première étape, nous exigeons, comme pendant la grève :

28 JOURS DE CONGE ANNUELS POUR TOUS !

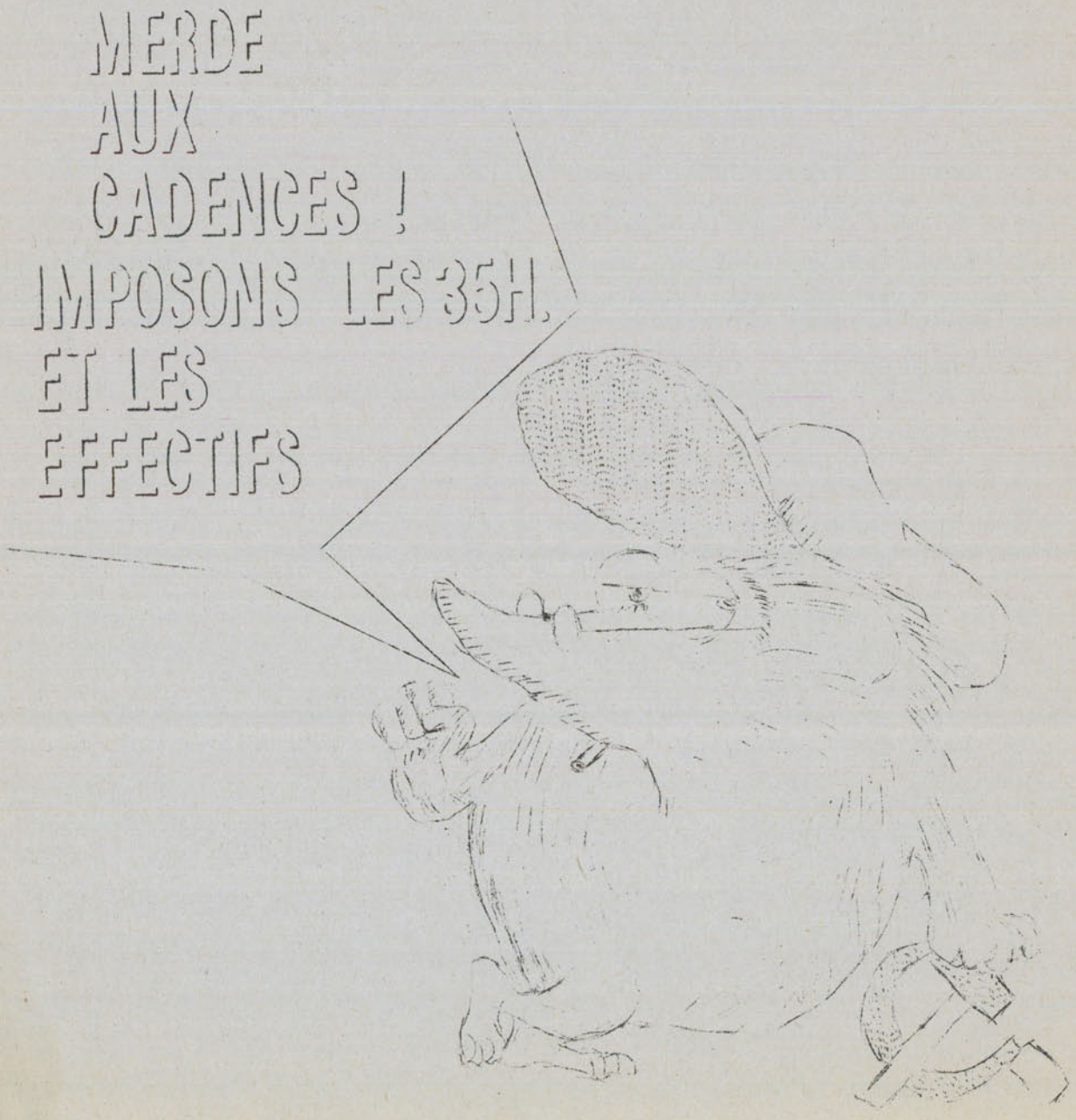
* Enfin, il est clair que nous n'accepterons pas la politique des directions de rentabilisation sur notre dos. Après deux mois de grève générale des banques, plus jamais nous n'accepterons de travailler comme avant.

Des protocoles de discussions étaient prévus sur les conditions de travail (notamment les effectifs et la sécurité dans les agences). Où en sont les négociations ?

Partout, les cahiers de revendications circulent.

Partout, il faut y consigner, après discussions dans les services, nos exigences en matière d'amélioration des conditions de travail, de sécurité, d'effectifs, etc...

Et il faudra bien que les banquiers cèdent s'ils veulent que leurs banques fonctionnent !



60% de femmes dans les banques...

LUTTONS CONTRE NOTRE OPPRESSION

IMPOSONS NOS REVENDICATIONS

Dans les banques, 60% du personnel est féminin. Il n'y avait que peu de contacts entre ces femmes avant la grève; sinon quelques copines par services qui avaient depuis longtemps envie de faire un groupe femmes ou plus vaguement "envie de faire quelque chose".

££*£*£*£*£*£*£*£*£*£*£*£

Cette grève a fait découvrir aux femmes travaillant dans les banques (même s'il n'y a pas eu une participation aussi grande que celle qui aurait pu être réalisée) qu'en tant que travailleuses, elles avaient à s'imposer dans les luttes. Participant activement à la grève, même si elles n'y ont pas joué un rôle de premier plan.

Car seules des militantes ont pu prendre la parole dans les A.G. et dans les comités de grève, mais toutes celles qui ont voulu participer activement, se sont retrouvées, découvrant la solidarité aux tâches matérielles, collages, distribution de tracts, etc...

Il y a aussi des femmes qui n'ont pas pu participer à la grève. Pour celles qui avaient un enfant, celui-ci a pu dans certains cas paraître comme un obstacle à la participation au déroulement de la grève (telle mère de famille voulait garder son enfant chez elle, pour "pouvoir en profiter").

Pourtant, elles auraient, ces femmes, au sein de la lutte pu prendre conscience que les rapports qu'elles ont d'habitude avec leurs enfants pouvaient changer. Il y a aussi les femmes qui "heureuses d'être chez elles" ne voyaient que le fait de ne pas partir travailler; une grève étant une sorte de vacances, une occasion de briquer la maison.

Pour d'autres, beaucoup ont tenté de résoudre le problème de leur participation active et les conflits familiaux qui en résultaient; débouchant pour certaines sur des conflits avec le mari ou les parents ! Parce que la grève active c'est la remise en cause du rôle et de la place de la femme au sein de la famille.

Ce fut aussi la découverte à la fin de la grève, qu'en tant que femmes, elles avaient encore bien plus à dire, à découvrir, qu'elles devaient désormais prendre la parole et s'imposer dans les syndicats.

C'est d'abord la manif. du MLAC (le 6, repoussé au 20) et le bilan de la grève qui démontrèrent ce qu'aurait pu être la participation d'un groupe femmes pour poser les problèmes des enfants, et trouver une solution collective (crèches, garderies avec participation mixte).

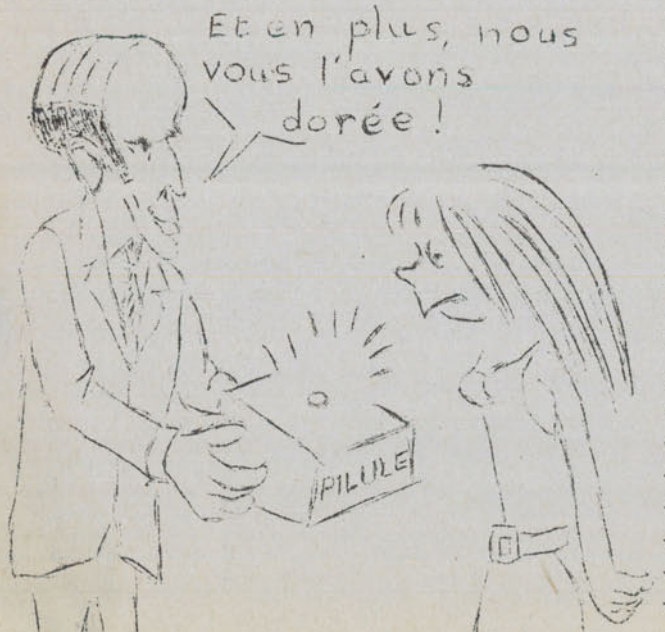
Il faudra attendre deux mois après la fin de la grève pour voir la répercution des revendications et le trouble qui en résulta chez les patrons. Saint Geours, directeur du Crédit Lyonnais, s'apperçoit subitement en juin dernier:

Qu'"... au moment où l'amélioration de la condition féminine dans tous les domaines constitue un des thèmes les plus affirmés de notre époque" il lui apparait "indispensable de prendre les dispositions"pour la promotion féminine et qu'afin de "... corriger cette anomalie..." que constitue:

"... 83,5 % d'employées et classe II,
15,1 % de classe III et IV,
1,5 % de classe V et au-dessus...".

Il importe de prendre une "série de mesures en matière de gestion et de formation..." "...afin de facilitér à nos collaboratrices l'accession à des postes d'encadrement..." "...afin de parvenir le plus rapidement possible à une véritable égalité de perspectives entre les femmes et les hommes...".

Cette révélation tardive prouve s'il en est besoin que les patrons des banques doivent avoir beaucoup d'autres révélations sensationnelles à nous faire.



Giscard libéralise la contraception

L'Assemblée Nationale presque à l'unanimité a adopté un projet modifiant la loi de 1967 relative à la régulation des naissances. Ce texte de loi, après avoir été examiné par le Sénat, sera applicable en octobre 74.

C'est une première victoire dûe aux mobilisations depuis plus d'un an. C'est une tentative de la bourgeoisie à travers Giscard, de se donner une image de marque libérale afin de désamorcer les luttes.

Peu de femmes se sont posées le problème de la contraception (environ 8%), et ce ne sont pas les 65 centres actuellement en activité qui pourront faire face à l'intoxication du "Parisien Libéré" et autrés torchons, dont le seul but est de développer l'idée de la "femme coupable" de vouloir contrarier la "nature".

Si nous voulons avoir les enfants que nous désirons et ne pas avorter dans n'importe quelles conditions, il nous faudra continuer la lutte. Ce ne sont ni les amendements sur le remboursement par la Sécurité Sociale et sur la disparition de la limite d'âge, ni les promesses du ministre de la santé (20 à 25 autres centres crées avant la fin de l'année) qui nous donneront une véritable information et une application effective de la loi.

La liberté de l'avortement n'est pas encore votée ! Nos perspectives doivent être : continuer la lutte pour imposer des centres de contraception et d'information sur l'avortement.

Comme la contraception, l'avortement doit être considéré comme un acte médical. Il doit être pratiqué dans les hôpitaux, dans les meilleures conditions, et remboursé par la Sécurité Sociale.

LE DEBUT DE NOTRE LUTTE

* sur nos boîtes,

après la grève, une motion proposée par des syndiquées a été à l'unanimité par la section CFDT Lyonnais; avec le Groupe Femmes, elle est l'expression d'une réelle prise de conscience sur l'oppression des femmes, qui se manifeste aussi dans les autres nationalisées, par la création d'un groupe MLAC à la BNP, et par la préparation d'un Groupe Femmes sur la BNP et la Société Générale.

* la rencontre nationale des 15 et 16 juin,

Les femmes étant de plus en plus nombreuses à s'organiser en groupes sur les boîtes et sur les quartiers, il est apparu la nécessité d'un instrument pour lutter efficacement contre notre exploitation.

Cet instrument, c'est le mouvement national des femmes, dont on a constaté la possibilité d'existence, lors de la rencontre nationale. Une première étape a été franchi dans ce sens avec le journal "Pétroleuses" dont la rédaction qui était uniquement réalisée par les Groupes Femmes parisiens et qui maintenant est prise en charge également par les groupes de province.

Cette rencontre devait être un lieu d'échanges d'expériences sur les luttes menées par les femmes.

On ne peut que regretter le manque de débat sur les luttes des femmes dans les entreprises, sur la manière dont elles prennent conscience de leur sur-exploitation, et sur la manière dont elles s'organisent.

/././././././././

Nous devons être de plus en plus nombreuses à lutter contre notre oppression, à imposer nos revendications :

= A TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL !

= PAS DE DISCRIMINATION DANS L'AVANCEMENT ET LA PROMOTION !

= DES CRECHES DANS NOS BOITES ET SUR NOS LIEUX D'HABITATION, ET LE REMBOURSEMENT INTEGRAL DES FRAIS DE GARDE !

= CREATION DE CENTRES D'INFORMATION SUR LA CONTRACEPTION ET L'AVORTEMENT !

= EN CAS DE MALADIE DE L'ENFANT, JOURS D'ABSENCE PAYES POUR L'HOMME OU LA FEMME !

Dans le prochain bulletin des "Groupes Taupe Rouge", seront abordés les problèmes des relations entre les Groupes Femmes et les syndicats.

BANQUIERS, NOUS SOMMES PRETS !

QUELLE RENTREE ?

Cette question, beaucoup se la posent, et les patrons ne sont pas les derniers. Ils ont réussi de justesse à faire élire leur président, à faire élire Giscard... Mais ils savent qu'ils ont perdu même les élections.

Ils savent qu'à la rentrée, les jeunes (à qui on avait pas encore donné le droitde vote), les travailleurs immigrés, et toute la classe ouvrière seront dans les entreprises sur le pied de guerre, prêts à croiser le fer contre eux et leur gouvernement.

Ils savent que ce troisième tour électoral-là, ce troisième tour social, sera bien plus dur que les autres à gagner, car on triche beaucoup plus difficilement avec des travailleurs en lutte pour leurs revendications, qu'avec des électeurs, atomisés dans un isoloir, qu'on vient de matraquer à grands coups de télévision.

Ils savent aussi que ce n'est pas l'opération "nouveau style et séduction" du gouvernement, qui leur permettra de gagner du temps. Car, comme le dit le trés patronal journal "Entreprises" :

> "Les français seront bientôt plus sensibles au maintien de leur emploi et de leur pouvoir d'achat qu'à la simplification du protocole ou aux innovations spectaculaires de l'Elysée".

Tout cela ils le savent, et dès maintenant ils préparent la rentrée, en prévoyant entre autre de pénaliser financièrement les entreprises qui auront concédé de trop fortes augmentations de salaire.

Ceci afin d'être plus sûr qu'un patron ne cèdera pas tout seul dans son coin; afin d'être sûr de pouvoir opposer à nos luttes, un front uni du patronat et du gouvernement à sa solde.

Face à ce gouvernement, face à ces patrons qui se serrent les coudes, face à l'inflation qui court toujours de plus belle, face aux menaces de chômage qui se précisent pour la rentrée, que font nos directions syndicales ?

.../...

---

chaque semaine, lisez "ROUGE"
hebdomadaire d'Action communiste.
En vente dans les kiosques, ou auprès de nos diffuseurs
(3F)

ACCORD CGT-CFDT: LE PARI ELECTORAL

Que ce soit à travers les déclarations de Maire ou Séguy, que ce soit à travers la lecture de l'accord CGT-CFDT, la volonté qui en ressort de la part de nos directions syndicales, est... de ne pas brusquer les choses !

On y attaque les "comités anti-syndicaux irresponsables" (comme s'il pouvait y avoir des comités anti-syndicaux responsables...).

On y attaque les "Assemblées Générales collectives manipulées" (comme si la manipulation résidait dans le fait de rassembler les travailleyrs en assemblée générale).

Par contre, si on parle de rétrécir l'écart entre les gros et les petits salaires (ce qui est bien), on ne dit pas comment, tout comme on ne dit pas comment lutter contre l'inflation et les attaques patronales.

Mais on hésite pas par contre, à parler d'élections rapprochées. Alors, au moment où l'inflation attaque chaque jour, notre pouvoir d'achat, ce type de pari sur d'éventuelles élections rapprochées risque trés fortement de se faire sur notre dos.

> SOYONS CLAIRS, le rôle d'une organisation syndicale n'est pas de faire de dangereux paris sur l'avenir, mais il est de défendre pied à pied les intérêts des travailleurs.

Et, face à ce gouvernement de mal élus, face à ces patrons qui se serrent les coudes, il faut être aveugle aujourd'hui, pour ne pas comprendre que la défense des travailleurs passe par la préparation d'un mouvement d'ensemble, qui, à partir du soutien aux luttes qui ne manqueront pas de se développer, doit tendre clairement à généraliser l'action des travailleurs, doit tendre à préparer la grève générale pour imposer et la satisfaction de nos revendications et un gouvernement des organisations ouvrières.

COMMENT GARDER ET AUGMENTER LE RAPPORT DE FORCE QUE NOUS AVONS IMPOSE PENDANT LA GREVE ?

Si les patrons et leur gouvernement préparent la rentrée,
Si nos directions syndicales leur laissent les mains libres par leurs carences.

Nous, nous n'avons pas fait deux mois de grève active pour rien.
Nous avons tiré les leçons de notre lutte et nous ne sommes plus résignés à laisser le sort de notre pouvoir d'achat et de nos conditions de travail entre les mains de spécialistes prudents et effarouchés qui semble-t-il préfèrent s'en remettre à

de futures élections, plutôt qu'à assumer dès maintenant la défense de nos intérêts. Alors, forts de nos deux mois de lutte, nous devons dès aujourd'hui préparer la rentrée !

Et préparer la rentrée, c'est se donner les moyens de pallier aux faiblesses de notre dernière grève.

C'est aujourd'hui, nous préparer face à des banquiers unis (APB), à lutter ensemble (toutes les banques).

Or, pour lutter ensemble, il faut préparer la lutte ensemble, et discuter des revendications ensemble.

D'où l'importance, vu la faiblesse qu'a constitué face aux banquiers, notre mauvaise coordination entre les banques, d'approfondir aujourd'hui ce problème afin d'en tirer des perspectives de lutte.

L'EXEMPLE DE LA PROVINCE :

Partout, dans chaque ville, en plus des assemblées générales régulières par banque, il y avait chaque fois, des assemblées générales inter-banques. Si ces assemblées générales inter-banques sont apparues dès le début aux yeux des grévistes, comme indispensables, on voit bien sûr que cela tient au fait du petit nombre des empbyés en province, et du besoin ressenti d'augmenter le rapport de forces face aux banquiers en luttant ensemble.

Par contre, il est tout aussi clair qu'à Paris, même si cela se ressentait moins au départ, le manque de coordination fut une grosse faiblesse dans la grève. Il permit entre autre aux banquiers de fractionner la grève générale en imposant des négociations banque par banque tout comme il leur permit de jouer sur la différence des revendications (20 points au Crédit Lyonnais et 50 ailleurs), pour imposer à toutes les banques les seuls 20 points du Crédit Lyonnais.

POUR LE FRONT UNI DE TOUTES LES BANQUES

Pour la direction de la CGT, on peut dire que la coordination entre ses différentes sections a assez bien marché. Seulement elle ne coordonnait pas pour renforcer la grève, mais pour éparpiller notre lutte (chacun doit décider dans son coin, son agence, etc...). Il faut dire à ce sujet que les remous ont été importants au sein des sections CGT : certains militants écoeurés ont préféré rendre leur carte, mais d'autres sont restés dans leur section afin d'y mener le combat, pour faire en sorte que dans une future lutte, leur syndicat ne puisse rejouer un rôle de frein. Pour preuve, le dernier congrès de la CGT-BNP qui a été lieu d'un premier débat dans lequel une bonne partie des militants a exprimé son désaccord avec la tactique de lutte de leur secteur pendant la grève.

Le Bureau du syndicat parisien de la CFDT, lui, s'est plutôt fait remarquer par son absence et son incapacité à réaliser en pratique les décisions de l'assemblée générale des syndiqués parisiens (imposée par la base qui demandait un meeting central des banques). Il n'a pu entre autre essayer de poser le problème de la différence des revendications du Lyonnais par rapport aux autres banques. Et surtout, quasiment aucun gréviste n'était au courant de la revendication des 50 points défendue par le syndicat parisien au niveau de l'APB.

SOCIETE GENERALE, CREDIT LYONNAIS, B.N.P.

LES ELECTIONS DE DELEGUES : QUELLES LEÇONS ?

Il est toujours difficile de tirer les leçons des élections de D.P. car les chiffres eux-mêmes, s'ils sont parlant, n'en sont pas moins pour autant trompeurs: le personnel votant pour une bonne part non seulement pour l'étiquette nationale du syndicat, mais aussi et surtout par rapport aux militants et délégués connus dans les services, dans le centre ou l'agence.

Cependant, au vu des résultats globaux sur le Crédit Lyonnais, la BNP et la Société Générale, on peut déjà voir une évolution et des grandes lignes.

La première constatation d'importance est dans la plupart des cas, le renforcement ou le maintien des syndicats de classe, des syndicats ouvriers, contre les syndicats jaunes, contre les syndicats dont le souci majeur est la collaboration avec le patron.

Que ce soit à la Société Générale, où la CFDT est nettement majoritaire, et suivie par la CGT, et où les syndicats jaunes se retrouvent loin derrière; que ce soit à la BNP où là aussi, la CFDT est majoritaire, suivie par la CGT, et où les autres syndicats sont en trés nette perte de vitesse.

Et enfin au Crédit Lyonnais, où la CGT se maintient en tête, suivie par la CFDT et où là, F.O. progresse (il faut noter que la section FO du C.L. n'a pas grand chose à voir avec le syndicat national de Bergeron bien connu pour ses compromis avec le patronat et le gouvernement, cette section étant en grande partie composée de militants de LO).

La deuxième constatation est que non seulement, sous la poussée de la grève, les syndicats de classe se sont renforcés, mais qu'en plus, le dynamisme des sections et leur acceptation ou pas de la démocratie ouvrière, ont joué sur les résultats de D.P.

A savoir, de façon plus concrète, que c'est l'engagement formel et surtout militant dans les structures de démocratie ouvrière (comités de grève, comités d'action Edouard VII, et certaines commissions), qui a renforcé ces sections.

EN CONCLUSION, il convient de rapeler que ce n'est pas au nombre de pourcentages obtenus en plus, par rapport à l'année dernière, qu'une section doit s'estimer satisfaite et avoir rempli son rôle.

Car l'action d'un syndicat ne peut se juger que par rapport à l'augmentation ou pas du rapport de forces entre le personnel et les banquiers.

En ce sens d'ailleurs, les résultats électoraux sont aussi un révélateur .

Pourcentages aux élections de délégués du personnel

		EMPLOYES 1974	par rapport à 1973	TOTAUX tous collèges réunis	
Société Générale	CFDT	35,7	+ 16	31,6	+ 12,3
	CGT	28,5	- 11,6	22,7	- 8,4
	CFTC	6,9	- 3,1	8,6	- 4,4
	F.O.	17,1	- 1,7	15,9	- 1,1
	S.N.B.	6,1	+ 6,1	14,2	+ 3,7
	Aut.	5,6	- 5,8	5,6	- 5,6
B.N.P.	CFDT	39,4	+ 7,4	33,00	+ 4,00
	CGT	36	- 4,3	32,4	- 2
	CFTC	12,1	- 1,8	14,5	- 1,9
	F.O.	12,5	- 1,3	11,00	- 1
	SNB	12,5	- 1,3	9,1	- 0,9
Crédit Lyonnais	CFDT	29,57		26,55	
	CGT	38,66		35,46	
	CFTC	3,06		3,91	
	F.O.	17,46		13,58	
	S.N.B.	11,21		20,47	

LE SYNDICAT EST L'ARME DE TOUS LES TRAVAILLEURS

LA CFDT DEVIENDRA-T-ELLE LE MARCHEPIED DU PARTI SOCIALISTE ?

Depuis le 27 mai, on discute dur à la CFDT et c'est vrai qu'il y a de quoi ! Ce 25 mai, Mitterand lance son fameux appel pour une "nouvelle grande force socialiste ", en fait pour un PS capable de rivaliser à gauche avec le PC.

Et ce n'est un cri dans le désert. Aussitôt le 26, le Bureau National du PSU, puis le 27 celui de la CFDT se précipitent pour ce féliciter de cette belle initiative.

Tout ça débouche, le 12 juin, sur une page du Monde où une belle brochette dehauts responsables CFDT prennent en main avec quelques autres personnalités, ce triple appel et s'engagent à préparer "les Assises Nationales du Socialisme", pour la constitution d'une force politique cohérente. On sait maintenant qu'elles auront bien lieu les 12 et 13 octobre.

Et voilà ! Mais une fois que le train est bien lancé, Mitterand et Mauroy à la dernière convention du PS, précisent fermement sinon cyniquement la voie qu'il devra prendre: tout ce renouvellement devra s'opérer sous le sigle PS dans le cadre des statuts, et surtout des perspectives politiques du PS.

Maire, Rocard et Mitterand n'y sont pas allés avec le dos de la cuillère: les milliers de militants de la CFDT et du PSU là-dedans comptent pour du beurre; il faudra bien qu'ils se soumettent.

On comprend mieux maintenant pourquoi depuis plus d'un an le Bureau National de la CFDT n'a cessé de manoeuvrer pour éviter un débat sur "les objectifs de transition et les voies de passage au socialisme". Prévu pour le 36ème Congrès, il en est retiré au dernier moment: cela permettra à Maire de s'en prendre violemment, avant toute discussion, au PC et aux groupes révolutionnaires pour valoriser l'axe "autogestionnaire" PS, PSU, CFDT.

Ce débat devait revenir au Conseil National de janvier 74: seule une discussion sur les alliances sera retenue, et l'examen des "objectifs dits de transition au socialisme" est renvoyée en avril! Maire peut ainsi sans difficultés engager la CFDT dès le premier tour dans un soutien sans condition à Mitterand. Au Conseil National d'avril, il se battra même

férocement pour aligner les revendications de la CFDT sur les intentions de Mitterand. Les 1500 F minimum, les 35 h tout de suite deviennent les 1200 F et le retour progressif aux 40 h !

C'est maintenant bien clair, la direction Maire sans débat, et au mépris de la nature d'un syndicat démocratique de masse et de lutte de classe, veut engager trés vite la CFDT dans une opération de renforcement du PS: il a décidé avec Rocard d'apporter à Mitterand les milliers de militants ouvriers qui lui font défaut, pour prétendre dominer véritablement le Parti Communiste.

Ca s'appelle une manipulation d'une organisation de masse; c'est l'utilisation des responsabilités syndicales pour servir dans le dos des travailleurs et des syndiqués un projet politique. Pour un Edmond Maire qui s'est battu et va encore se battre sur l'autonomie du syndicat, qui dérangeait si violemment la dépendance de la CGT par rapport au PC, qui essayait de discréditer les militants révolutionnaires en les accusant de défendre dans le syndicat des idées politiques "extérieures"; voilà un comportement qui révèle son mépris incroyable pour ses propres déclarations, pour les principes d'un syndicat de masse et démocratique, et surtout pour les militants et syndiqués.

NOTRE ARME A TOUS

Mais les militants, les syndiqués révolutionnaires et combattifs n'en resteront pas à cette saine indignation.

Cette manoeuvre de Maire est l'occasion d'engager le débat sur trois positions essentielles:

- qu'est-ce qu'un syndicat démocratique ?
- les relations entre parti et syndicat ?
- que valent les perspectives électoralistes de Maire, Rocard et Mitterand ?

a) Sur le premier point, les choses sont assez claires: de trés nombreuses fédérations ont protesté contre une initiative aux conséquences assez décisives prises à la va-vite par un Bureau National et les responsables de la CFDT sans la moindre discussion un peu large dans la CFDT.

b) Sur le deuxième point, il faut être trés précis, parce que les révolutionnaires et les travailleurs combattifs n'ont pas intérêt à se retrouver avec les partisans d'un syndicalisme soi-disant apolitique.

Pour nous, le syndicat doit être l'école du socialisme. C'est l'organisation de masse de tous les travailleurs prenant en charge leurs intérêts, depuis la revendication la plus élémentaire et la plus immédiate jusqu'à la préparation de toutes les luttes pour la victoire du socialisme. Nous sommes donc pour discuter et rediscuter dans le syndicat comme avec tous les travailleurs, des meilleures revendications, des meilleures formes de lutte, des meilleurs moyens de battre les patrons et de préparer le socialisme. Nous sommes pour le courant que le plus grand nombre de syndiqués et de militants se "politisent" et choisissent consciemment un parti politique partisan d'une stratégie précise. Nous pensons même qu'il vaudrait beaucoup mieux que chacun puisse annoncer la couleur sans risquer la répression directe ou indirecte de certains di-

rigeants syndicaux. Nous comprenons qu'il peut y avoir plusieurs partis défendant différentes stratégies dans le mouvement ouvrier, mais nous ne pensons pas qu'il faille un syndicat par parti. Les travailleurs de diverses tendances ou opinions politiques doivent pouvoir se retrouver dans le même syndicat s'il y règne la démocratie syndicale.

C'est d'ailleurs pour cela que nous nous battons pour la démocratie syndicale et pour la démocratie ouvrière: parce que ce sont bien les syndiqués et les travailleurs qui devront en dernier lieu apprécier et choisir sur les diverses propositions, les diverses stratégies; mais voilà aussi pourquoi nous pensons qu'il faut s'opposer fermement à toute manipulation, à toute inféodation du syndicat par un groupe, un parti, un courant ou des "personnalités" politiques.

Alors soyons clair: il est plutôt sain que l'on sache que Chereque, Lebeller, Detraz, Julliards sont militants du PS. Il est plutôt sain que l'on sache que les responsables du Bureau National CFDT ont le coeur du côté de Mitterand: ça pourra les dispenser à l'avenir de jouer aux purs syndicalistes libres de toute idée, de tout projet extérieurs au syndicat, et de le reprocher aux militantsrévolutionnaires.

Mais ce qui est trés malsain et inaccaptable; c'est que ces mêmes responsables prétendent engager toute la CFDT, tous ces militants, derrière leur projet politique personnel, c'est à dire le renforcement du PS. Nous ne voulons pas que la CFDT devienne la courroie de transmission du PS.

Nous voulons un syndicat ouvert à tous les courants politiques du mouvement ouvrier: c'est d'ailleurs la seule conception qui permette d'envisager la nécessaire unification syndicale CGT, CFDT.

c) Enfin, nous ne nous contenterons pas de nous battre pour les principes d'un syndicat de lutte de classe de masse et démocratique: c'est sur le terrain des exigences des travailleurs qu'il va falloir aussi et surtout s'expliquer avec les perspectives du Bureau National.

- quelles revendications faut-il avancer ?
- quelles formes de lutte allons-nous mettre en avant ?
- pour mettre Giscard dehors, attendrons-nous le moment électoral choisi par lui ?
- est-ce que la satisfaction de nos revendications et la défaite du giscardisme n'est pas avant tout au bout de l'organisation de nos luttes, de leur coordination, de leur généralisation ?

Maire s'était battu contre les augmentations uniformes, contre l'action directe, contre les comités de grève: les travailleurs les ont imposés dans les luttes et tout particulièrement après LIP dans les banques.

Maire essaye d'inféoder la CFDT au projet électoraliste de Mitterand; avec les militants révolutionnaires, les travailleurs choisiront la voie la plus efficace pour leurs revendications et la défaite des patrons.

ET C'EST AVANT TOUT DE CETTE PERSPECTIVE QU'IL FAUT DISCUTER !

§o§o§o§o§o o o o§o§o§o§o o o§o§
§o§o§o§o o o§o§o§o§o§o§o§